

## 1 - Actualité nationale et internationale

### Conseil de surveillance de l'IEOM

Le Conseil de surveillance de l'IEOM s'est réuni le 27 mai 2010 à Nouméa sous la présidence de M. Didier Bruneel, représentant du gouverneur de la Banque de France et en présence de M. Yves Barroux, directeur général.

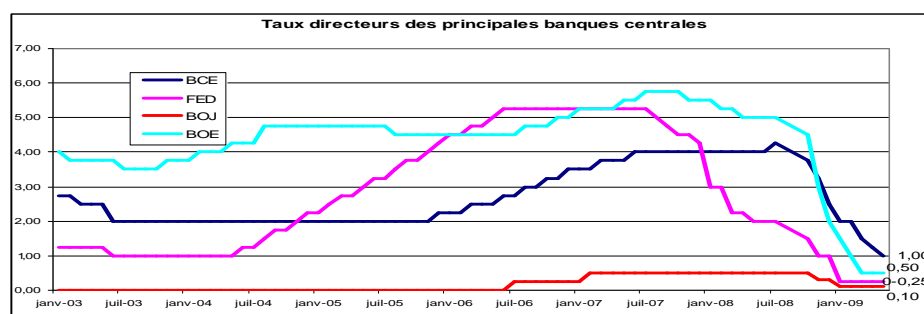
Le Conseil a procédé à un examen de la situation économique et monétaire dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique ; il a procédé à une analyse de la situation des banques, de la distribution du crédit aux ménages et aux entreprises et de l'évolution du coût du crédit aux entreprises.

Un régime de réescompte simplifié a été mis en place pour les entreprises dont le CA est inférieur à 50 millions de francs CFP et n'ayant pas de difficultés de paiement avérées.

### Supervision bancaire

Au titre des activités de gestion, un compte-rendu de l'exécution budgétaire a été fait. Les comptes de l'IEOM pour l'exercice 2009 ont été approuvés par le Conseil. Ils font apparaître un résultat net de 5,3 millions d'euros qui se compare à 8,9 millions d'euros en 2008.

### Taux d'intérêt



Dans le cadre de la présentation du rapport annuel de la Commission bancaire pour 2009, M. Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, Président de l'autorité de contrôle prudentiel a souligné l'importance des réformes réglementaires et institutionnelles engagées ou réalisées en 2009 :

- le renforcement de la réglementation prudentielle a été présenté par le Comité de Bâle. Les principales propositions ont été publiées en décembre 2009. La réforme envisagée vise à renforcer la robustesse des établissements de crédit selon cinq principaux axes (une amélioration de la couverture des risques de contrepartie et de marché ainsi que de ceux découlant de la titrisation, la mise en place d'un régime harmonisé de surveillance prudentielle du risque de liquidité, l'amélioration de la qualité des fonds propres de base en vue notamment de privilégier les instruments les plus purs, en termes notamment de capacité d'absorption des pertes, la mise en place d'un provisionnement prospectif destiné à obtenir les effets du cycle économique, l'élaboration, sous réserve de faisabilité sur le plan comptable, d'un ratio de levier venant en complément, et non en substitution, du ratio actuel assis sur les encours pondérés. Les services de la Banque de France et de l'Autorité de contrôle prudentiel participent activement aux travaux menés en la matière en vue de trouver un équilibre optimal d'ici à la fin de l'année 2010, pour une mise en œuvre d'ici fin 2012.

- les évolutions institutionnelles en cours, en termes de supervision, vont contribuer à renforcer l'efficacité du contrôle des établissements de crédit et plus généralement de la

supervision financière, micro et macro-prudentielle. Un système dual dont la mission fondamentale sera d'assurer la stabilité financière va être mis en place à compter de 2011, au niveau européen et au niveau national.

## PIB

Accroissement du PIB de la zone euro

Le Comité monétaire de la FED se réunira le 22 juin 2010. Le PIB des Etats-Unis a crû de 3 % au premier trimestre 2010 en rythme annuel au lieu de 3,2 % annoncé en première estimation. En avril 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,3 % par rapport à mars. Les prix à la consommation mesurés en avril sur un mois ont reculé de 0,1 % et progressé de 2,2 % en glissement annuel. La production industrielle a augmenté de 0,8 % par rapport à mars. Les Etats-Unis d'Amérique ont créé 431 000 emplois en mai. Le taux de chômage recule de 0,2 point à 9,7 % de la population active.

## Chômage

Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France et du taux de chômage dans la zone euro

Au cours du premier trimestre 2010, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont augmenté de 0,2 % par rapport au quatrième trimestre 2009. En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 677 700, à fin avril 2010, soit une hausse de 0,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 15 700 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 7,8 % (+ 8,6 % pour les hommes et + 6,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 19,4 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,5 % de la population active métropolitaine au premier trimestre 2010, inchangé par rapport au quatrième trimestre 2009. En incluant les DOM, il s'établit à 9,9 %.

## Inflation

Hausse de l'inflation en France et dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en avril 2010 contre 10 % en mars. Il était de 9,2 % en avril 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,7 % en avril 2010. Il était de 8,7 % en avril 2009.

En avril 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,5 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,6 % en mai 2010. En avril, il était de 1,5 %.

## Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 mai 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Le PIB du Japon a progressé de 1,2 % au premier trimestre 2010 par rapport au quatrième trimestre 2009. En avril 2010, la production industrielle du Japon a cru de 1,3 % par rapport à mars. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,5 % sur un an en avril pour le quatorzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,1 % contre 5 % en mars. En avril 2010, les exportations japonaises ont augmenté de 40,4 % sur un an, les importations de 24 % et l'excédent commercial a atteint 6 milliards d'euros.

Excédent commercial en Chine

En avril 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 17,8 % en glissement annuel. En avril 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,8 % sur un an. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 30,5 % et de 49,7 % au mois d'avril. L'excédent commercial s'est élevé à 1,7 milliard de dollars après le solde négatif du mois de mars.

## Informations bancaires

Entrée en vigueur du projet SURFI

A partir de juin 2010, SURFI (Système Unifié de Rapport Financier) va succéder à BAFI, en vigueur depuis 1993, entraînant un changement majeur du système de collecte des informations auprès des agents financiers. L'objectif de SURFI est triple : il vise à harmoniser les reportings monétaires et bancaires adressés aux autorités de contrôles, à alléger la charge déclarative des établissements et à moderniser le format de déclaration en adoptant un nouveau standard informatique, le XBRL. L'instruction introductive 2009-2 du 19 juin 2009 relative à la mise en place de SURFI fixe le nouveau système de remise, les formats de tableaux et les seuils de remise associés. Dans les départements et les collectivités d'outre-mer, SURFI succède en partie aux conventions de place qui liaient les établissements de crédit ultra-marins à l'IEDOM et l'IEOM. Désormais, toutes les déclarations transiteront par le portail SURFI.

## Protection des consommateurs

La récente création de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) a notamment élargi son domaine de compétence à la protection du consommateur. Dans ce cadre, l'ACP et l'Autorité des marchés financiers (AMF) ont signé le 30 avril 2010 une convention pour instaurer un point d'entrée unique de l'ensemble des demandes du public en matière de banque, d'épargne et d'assurance, dénommé « Assurance Banque Epargne Info Service ».

Opérationnel à compter de juin 2010, ce point d'entrée unique se présente sous la forme d'un site internet <http://www.abe-infoservice.fr>, d'un accueil téléphonique et une adresse postale, mais exclut tout accueil physique. Il a vocation à informer et à orienter le public concernant les relations contractuelles et les démarches à effectuer. Le site internet publie la liste des acteurs, alerte et met en garde le public contre les pratiques de certains établissements et offre enfin des conseils pratiques.

## Fourniture de services de paiement

Le décret n° 2010-505 du 17 mai 2010 relatif à l'application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna du décret n° 2009-934 du 29 juillet 2009 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de service de paiement et portant création des établissements de paiement a été publié au Journal Officiel de la République du 19 mai 2010.

## 2 - Actualité régionale

.....

### Visite de Mme PENCHARD en Nouvelle- Calédonie

La Ministre de l'Outre-mer, Mme PENCHARD s'est rendue en Nouvelle-Calédonie le 5 juin 2010 pour 4 jours de visite afin notamment de définir l'ordre du jour du comité des signataires de l'accord de Nouméa qui aura lieu le 24 juin à Matignon. L'accord de Nouméa de 1998, prévoit la décolonisation par étapes du Territoire. L'ordre du jour est désormais défini, il abordera entre autre les thèmes suivants : les transferts de compétences de l'Etat vers la Nouvelle-Calédonie, les contrats de développement pour la période 2011-2015, les signes identitaires (drapeau, hymne), et la tenue d'un référendum d'autodétermination après 2014.

### Relation Fidji/Europe

Le gouvernement fidjien vient d'annoncer son intention de signer la version amendée de l'accord de Cotonou qui régit la coopération économique, sociale et culturelle entre l'Union Européenne et les pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) depuis 2000.

## 3 – Brèves locales

.....

### M. Yves BARROUX à Wallis-et-Futuna

M. Yves BARROUX, Directeur général de l'Institut d'Emission d'Outre-mer est venu pour une visite de 3 jours à l'agence de Mata'Utu du 31 mai au 2 juin 2010. Il a, à cette occasion, rencontré des professionnels et des personnalités administratives et politiques de Wallis avec lesquelles il a pu échanger sur les évolutions économiques et sociales de Wallis et Futuna.

Le mardi 1<sup>er</sup> juin, M. Yves BARROUX s'est rendu pour la première fois à Futuna, l'île sœur, encore marquée par le passage du cyclone TOMAS le 14 avril dernier.

### Mme PENCHARD à propos de Wallis-et-Futuna

Lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie, la Ministre de l'Outre-mer, a confirmé le suivi de l'accord particulier de 2003 qui lie Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et l'Etat. Lors du comité de suivi, l'accent a été mis sur la reconstruction de Futuna et la relance de l'emploi, notamment via le secteur du BTP. En plus d'un appui technique de la Nouvelle-Calédonie, un chef de projet devrait être envoyé sur le Territoire afin de coordonner les travaux de reconstruction.

Viendra par la suite une réflexion sur le problème de l'immigration de la population du Territoire vers la Nouvelle-Calédonie.

Mme PENCHARD, a exprimé, devant la communauté wallisienne et futunienne de Nouméa son intention de se rendre prochainement sur l'archipel.

## 4 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

M3 impactée par la hausse des dépôts à vue ce mois-ci

en millions de F CFP	avr-09	mars-10	avr-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 912	1 939	1 939	0,00%	1,41%
Dépôts à vue	3 303	2 699	2 873	6,45%	-13,02%
<b>Total M1</b>	<b>5 215</b>	<b>4 638</b>	<b>4 811</b>	<b>3,73%</b>	<b>-7,75%</b>
M2-M1	581	515	523	1,55%	-9,98%
<b>Total M3</b>	<b>6 593</b>	<b>5 797</b>	<b>5 974</b>	<b>3,05%</b>	<b>-9,39%</b>

### Concours à caractère bancaire

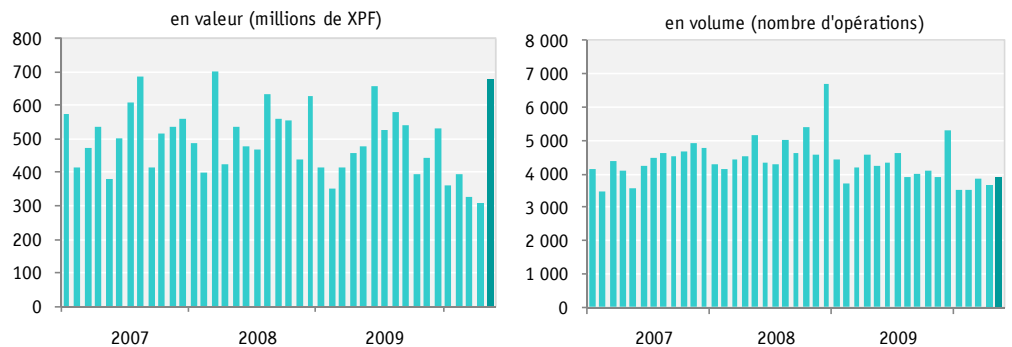
Baisse générale des concours sur un an

en millions de F CFP	mars-08	mars-09	mars-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	974	999	885	2,6%	-11,4%
Crédits à l'équipement	1 387	1 622	1 329	16,9%	-18,1%
Crédits à l'habitat	701	613	458	-12,6%	-25,3%
Autres crédits	236	235	154	-0,4%	-34,5%
Sous total	3 298	3 469	2 826	5,2%	-18,5%
Créances douteuses brutes	732	732	770	0,0%	5,2%
<b>Total</b>	<b>4 030</b>	<b>4 201</b>	<b>3 596</b>	<b>4,2%</b>	<b>-14,4%</b>

### Compensation

Forte hausse des opérations de compensation en valeur en mai 2010

	mai-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 924	18 501	6,7%	-8,1%
Compensation (en millions de CFP)	678	2 072	119,5%	42,5%



### Incidents bancaires

Diminution des incidents de paiements par chèque sur le mois et sur l'année

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements par chèque	107	62	51	361	-17,7%	-52,3%
Retraits de cartes bancaires	0	2	0	15	-100,0%	-

### Interdits bancaires

Légère diminution du nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire sur le mois

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>457</b>	<b>450</b>	<b>443</b>	<b>-1,6%</b>	<b>-3,1%</b>
- dont personnes physiques	445	440	433	-1,6%	-2,7%
- dont personnes morales	12	10	10	0,0%	-16,7%

### Cotation

Reprise de l'activité de cotation en mai

en nombre	mai-09	avr-10	mai-10	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>45</b>	<b>48</b>	<b>52</b>	<b>8,3%</b>	<b>15,6%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	14	14	0,0%	-17,6%

## Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an	
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>			1e T 2010	102,91	-	-0,6%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>			avr-10	82 206	3,0%	3,0%
<b>Nombre d'emplois salariés*</b>			déc-09	1 978	-	-1,1%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>						
Importations	mensuelles	avr-10	414,8	28,1%	11,5%	
	cumulées	avr-10	1 913,3	-	7,7%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mai-10	75,9	-1,8%	-4,7%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mai-10	347,5	-	8,1%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mai-10	159,6	-	-3,6%	
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲ / mois	▲ / an	
<b>Energie</b>						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4ème T 2009	5 015	-	-6,0%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	avr-10	670	-0,1%	1,4%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	avr-10	173	-5,9%	-10,7%	
<b>Transports</b>						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	avr-10	1 868	-5,4%	1,9%	
	cumulé	avr-10	9 062	-	-	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	avr-10	1 032	22,7%	20,7%	
	cumulé	avr-10	3 993	-	-	
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	mai-10	11	120,0%	0,0%	
	cumulées	mai-10	31	-	-11,4%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		avr-10	43	33,3%	-20,4%	

\*chiffres provisoires

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

## 5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	2010	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	mars	99,21	99,58	102,91	0,4%
<b>Entreprises</b>					
nombre d'entreprises**	déc	723	702	-	-2,9%
créations**	déc	12	4	-	-66,7%
fermetures**	déc	34	0	-	-100,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	-	12	11	-8,3%
ventes de ciment (tonnes) (chiffres partiels)	mars	-	1 799	4 864	170,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mai	-	296	322	8,8%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mai	-	-	35,3	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	-	16	21	31,3%
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)*	déc	2 001	1 978	-	-1,1%
dont secteur privé*	déc	787	811	-	3,0%
dont secteur public*	déc	1 214	1 167	-	-3,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> avril 2010	472,3	472,3	486,4	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	-	445	433	-2,7%
décision retrait cartes bancaires	mai	-	0	0	-
incidents paiements sur chèques	mai	-	107	51	-52,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mai	-	444	539	21,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mai	-	250	231	-7,6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mai	-	-	77	-
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	-	38	22	-42,1%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>					
importations	mai	-	1 777	1913	7,7%
exportations	avril	-	-	-	-
recettes douanières	mai	-	492	511	3,9%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mai	-	322	348	8,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mai	-	166	160	-3,6%
<b>Indicateurs financiers**</b>					
Dépôts à vue	avril	-	3 143	2 873	-8,6%
M1	avril	-	5 080	4 811	-5,3%
M2	avril	-	5 665	5 334	-5,8%
Dépôts à terme	avril	-	746	640	-14,2%
M3	avril	-	6 411	5 974	-6,8%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	-	1 620	1354	-16,4%
dont crédits à la consommation	mars	-	1003	893	-11,0%
dont crédits à l'habitat	mars	-	613	458	-25,3%
Entreprises	mars	-	1 466	1129	-23,0%
dont crédits d'exploitation	mars	-	203	98	-51,7%
dont crédits d'investissement	mars	-	1 239	986	-20,4%
dont crédits à la construction	mars	-	0	0	-
Collectivités locales	mars	-	383	343	-10,4%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	-	136	112	-17,6%
créances douteuses brutes	mars	-	732	770	5,2%
taux de créances douteuses	mars	-	16,9%	20,8	3,9pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	mars	-	2 773	2519	-9,2%
Sociétés	mars	-	1 759	1798	2,2%
Autres agents	mars	-	4 003	3962	-1,0%
dont assurances-vie	mars	-	688	826	20,1%

\*chiffres provisoires au 31/12/2009

\*\*chiffres révisés

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

## 6 – Les taux

Lettre de l'Institut d'émission

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	31/05/2010	30/04/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,3300%	0,3370%	- 0,007 pt	0,4100%	- 0,080 pt
EURIBOR 1 mois	0,4290%	0,4130%	+ 0,016 pt	0,4530%	- 0,024 pt
EURIBOR 3 mois	0,7010%	0,6630%	+ 0,038 pt	0,7000%	+ 0,001 pt
EURIBOR 6 mois	0,9890%	0,9680%	+ 0,021 pt	0,9940%	- 0,005 pt
EURIBOR 12 mois	1,2600%	1,2360%	+ 0,024 pt	1,2480%	+ 0,012 pt

#### taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,90%	02/03/1996

#### taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/05/2010	30/04/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,3386%	0,3453%	- 0,015 pt	0,3476%	- 0,018 pt
EURIBOR 1 mois	0,4230%	0,4040%	+ 0,019 pt	0,4790%	- 0,056 pt
EURIBOR 3 mois	0,6860%	0,6430%	+ 0,043 pt	0,7120%	- 0,026 pt
EURIBOR 6 mois	0,9820%	0,9540%	+ 0,028 pt	0,9950%	- 0,013 pt
EURIBOR 12 mois	1,2490%	1,2230%	+ 0,026 pt	1,2420%	+ 0,007 pt
TMO	3,3400%	3,6400%	- 0,300 pt	3,7400%	- 0,400 pt
TME	3,1400%	3,4400%	- 0,300 pt	3,5400%	- 0,400 pt
TRBOSP	3,1900%	3,5800%	- 0,390 pt	3,7600%	- 0,570 pt

#### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO: taux moyen des obligations publiques  
 (source: CDC)  
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme  
 (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé  
 (dernier vendredi du mois)

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	31/05/2010	30/04/2010	31/12/2009	30/05/2010	30/04/2010	31/12/2009	31/05/2010	30/04/2010	31/12/2009
taux JJ		0,410%	0,340%	0,145%	0,160%	0,160%	0,430%	0,575%	0,535%	0,465%
3 mois		0,750%	0,400%	0,375%	0,310%	0,285%	0,305%	0,830%	0,740%	2,850%
10 ans emprunts phares		3,330%	3,740%	3,840%	1,270%	1,290%	nd	3,570%	3,930%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%
Prêts à taux fixe	6,29%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,32%
Prêts à taux variable	5,72%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,75%
Prêts relais	6,25%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,33%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,73%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,63%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,45%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,85%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR = 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	96,9625	1 NZD/XPF	65,8564	1 HKD/XPF	12,4427	1 GBP/XPF	140,6219	
100 JPY/XPF	105,9596	1 AUD/XPF	81,8686	1 SGD/XPF	69,2782	100 VUV/XPF	92,4243	1 FJD/XPF	48,5365
1000 XPF/EUR	8,38	USD	1,2307	NZD	1,812	HKD	9,5905	GBP	0,8486
JPY	112,62	AUD	1,4576	SGD	1,7225	VUV	129,113	FJD	2,4586